



KEITA (M. Modibo Mamadou), *Député du Soudan (U.D.S.R. - R.D.A.)*.

Vice-Président de l'Assemblée Nationale.

Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer
(Cabinet BOURGÈS-MAUNOURÝ)
du 17 juin 1957 au 6 novembre 1957.

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil
(Cabinet Félix GAILLARD)
du 18 novembre 1957 au 14 mai 1958.

Son élection est validée [3 février 1956] (p. 190). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [31 janvier 1956] (p. 160) (1), de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161) (2) ; de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions [8 juin 1956] (p. 2452) (2). — Est élu Secrétaire de la Commission de l'éducation nationale [10 février 1956] (p. 254).

Interventions :

Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [2 juin 1956] (p. 2264), [3 octobre 1956] (p. 3993) ; en cette qualité, préside la 1^{re} séance du 16 octobre 1956 (p. 4125) ; la séance du 26 octobre 1956 (p. 4334) ; la 2^e séance du 6 décembre 1956 (p. 5604) ;

la 1^{re} séance du 11 décembre 1956 (p. 5829) ; la séance du 17 décembre 1956 (p. 6038) ; la 2^e séance du 19 décembre 1956 (p. 6161) ; la séance du 21 décembre 1956 (p. 6198) ; la 1^{re} séance du 2 février 1957 (p. 537) ; la 2^e séance du 2 février 1957 (p. 543) ; la séance du 14 février 1957 (p. 866) ; la séance du 15 février 1957 (p. 910). — Prend part à la discussion : des propositions de décisions sur treize décrets soumis à l'examen du Parlement en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 : *Suppression nécessaire des discriminations existant dans les cadres de fonctionnaires* [30 janvier 1957] (p. 411, 412) ; — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956 portant définition des services de l'Etat dans les T.O.M. et énumération des cadres de l'Etat : *Son amendement prévoyant une contribution des territoires aux frais de fonctionnement des services des douanes* [31 janvier 1957] (p. 457) ; *le retire (ibid.)* ; *Son amendement tendant à limiter la contribution des territoires aux frais de fonctionnement des services du Trésor et des douanes* (p. 457) ; *Son amendement tendant à supprimer la contribution des territoires d'outre-mer aux frais de fonctionnement des services de l'Etat* [1^{er} février 1957] (p. 481) ; — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1228 du 3 décembre 1956 relatif à l'organisation des services publics civils dans les territoires d'outre-mer : *Son amendement mettant à la charge de l'Etat l'indemnité résidentielle versée aux fonctionnaires détachés dans les cadres territoriaux* [1^{er} février 1957]

(1) Démissionnaire [8 juin 1956] (p. 2452).

(2) Démissionnaire [18 juin 1957] (p. 2744).

(p. 496); le retire (ibid.); Son amendement mettant à la charge de l'Etat les avantages sociaux accordés aux fonctionnaires intégrés dans les cadres territoriaux (p. 497); le retire (ibid.). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* (Cabinet Bourguès-Maunoury) [17 juin 1957] (*J.O.* du 18 juin 1957, p. 6083). — Donne sa démission de *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [20 juin 1957] (p. 2794). — Présente sa démission de *Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* [30 septembre 1957] (p. 4464). — Sa démission de *Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* (Cabinet Bourguès-Maunoury) est acceptée le 16 octobre 1957 (séance du 18 octobre 1957, p. 4509). — Cesse d'expédier les affaires courantes [6 novembre 1957] (*J.O.* du 6 novembre 1957, p. 10451). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet Félix Gaillard) [18 novembre 1957] (*J.O.* du 19 novembre 1957, p. 10730). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* [15 avril 1958] (p. 2154). — Cesse d'expédier les affaires courantes [14 mai 1958] (*J.O.* du 14 mai 1958, p. 4623). — S'excuse de son absence [11 avril 1957] (p. 2201). — Obtient un congé [11 avril 1957] (p. 2201).

KIR (M. Félix), *Député de la Côte-d'Or.*
(I. P. A. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). — Est nommé membre: de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission des pensions [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Secrétaire de la Commission de l'éducation nationale [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôt :

Le 27 avril 1956, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi, adoptée par le Conseil de la République, tendant à étendre aux géomètres-experts les barèmes d'honoraires définis aux articles 4, 5, 6 et 7 du décret n° 49-165 du 7 février 1949, n° 1693.

Interventions :

Prend part à la discussion des conclusions du rapport supplémentaire du 4^e bureau relatif aux opérations électorales du département d'Indre-et-Loire [22 février 1956] (p. 431). — Ses vœux de bienvenue au premier vice-président originaire des T. O. M. [1^{er} mars 1956] (p. 597). — Prend part à la discussion: d'interpellations sur la politique agricole et viticole du Gouvernement: *Défense des exploitations familiales* [1^{er} mars 1956] (p. 614); — d'une proposition de loi relative à l'indemnisation des travailleurs privés de leur emploi du fait des intempéries de février 1956: *Cas des débardeurs* [6 mars 1956] (p. 687); — d'un projet de loi relatif à la réduction des taux d'abattement servant au calcul des prestations familiales; Article unique: *Amendement de M. de Sesmaisons (Possibilité pour les bénéficiaires des prestations familiales, de choisir, pour le calcul du montant de celles-ci, entre le lieu du travail et celui de la résidence* [6 mars 1956] (p. 695); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, CHARGES COMMUNES, Etat A: *Répercussion sur les finances locales de la modification du régime de la taxe locale* [29 mai 1956] (p. 2081); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 57-30: *Amendement de M. Mériçonde tendant à supprimer les crédits de paiement et les autorisations de programme* [7 juin 1956] (p. 2415); EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-01: *Ses observations sur l'insuffisance du budget des Beaux-Arts et sur le développement de l'enseignement technique* [14 juin 1956] (p. 2624, 2625); Chap. 31-44: *Situation des professeurs techniques adjoints* [15 juin 1956] (p. 2653); — des conclusions du rapport du 4^e bureau sur les opérations électorales du département de la Guadeloupe: *Ses observations sur le rapport de M. Mondon* [30 mai 1956] (p. 2129); — d'une proposition de loi sur les sursis aux expulsions de locataires; Art. 1^{er}: *Amendement de M. Mignot substituant la compétence du juge des référés à celle du juge de paix pour l'octroi de délais* [26 juin 1956] (p. 3025); en deuxième lecture: *Ses observations sur la nécessité de consulter les maires* [12 juillet 1956] (p. 3420); — en troisième lecture, d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 331 du Code civil en ce qui